

Une coordination syndicale Nord-Sud se met en place

PAR ANDRÉ SELEANU

OBJECTIF UN SYNDICALISME SANS FRONTIÈRES

ON NE PEUT PLUS envisager le syndicalisme du seul point de vue d'une province, d'un pays ou de la partie riche (Canada, États-Unis) de l'Amérique du Nord. Face à la mondialisation financière et économique, le syndicalisme est obligé de répliquer. La réponse passe par la internationalisation des relations syndicales. Pour cette raison, au 26^e congrès de la FTQ, à Québec, Penny Clarke, représentante de la Confédération européenne des syndicats a évoqué comment les droits de l'homme et le droit du travail sont enchâssés dans les traités européens.

« Depuis le Sommet des peuples, à Québec, en avril 2001, il y a eu une grande sensibilisation dans le monde syndical quant aux nouvelles réalités », explique Émile Val-

lée, conseiller politique de la FTQ. « J'ai l'impression que cinquante pour cent des membres de la FTQ ont déjà une conscience des enjeux de la mondialisation, alors qu'il y en avait très peu avant le sommet de Québec », confirme André Marcoux, de CISO, organisateur montréalais et formateur syndical auprès de la FTQ.

Devant l'offensive du secteur financier et la vitesse des déplacements des capitaux, face aux décisions de délocalisation de la production, la situation des syndicats n'est guère rassurante. Leur dilemme est plus aigu, après les dégâts engendrés par les attaques terroristes du 11 septembre, 2001.

« Depuis le 11 septembre, nous avons perdu entre trois et cinq pour cent de nos membres, à cause des licenciements, surtout

dans l'industrie aéronautique et des transports aériens », précise M. Vallée.

En grève contre la Zléa

Fait significatif du congrès : pour la première fois au Canada, un syndicat membre de la FTQ, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), a proposé une résolution « pour une mobilisation massive par une journée de grève générale canadienne et québécoise, pour contrer l'implantation de la Zléa, le 1^{er} mai 2002 » et « que cette journée soit suivie d'autres actions de résistance dans le courant des années 2002, 2003, 2004 ».

Après des débats, en plénière, la proposition de grève générale a été acceptée, avec des modifications cependant. La grève doit

avoir lieu « en coordination avec le Congrès du travail du Canada (CTC) et le syndicat AFL-CIO » des États-Unis. Ainsi qualifiée, la possibilité de grève devient plus théorique, mais, si elle a vraiment lieu, ses effets seraient puissants.

Début d'une concertation Nord-Sud

La concertation a souvent été mentionnée dans les ateliers sur la mondialisation. Téléphone, télécopieur, Internet sont autant d'outils qui peuvent forger des relations entre syndicats du Nord et du Sud. Pour tous, il s'agit de coopérer, de savoir que des partenaires ont des intérêts communs. Les rencontres syndicales internationales, comme celle du Sommet des peuples, à Québec, se multiplient.

Les attaques contre les ouvriers qui veulent se syndiquer, par des fiers-à-bras au service des employeurs et des autorités locales mexicaines, sont notoires. Et pourtant, les Métallos collaborent avec FAT (Frente Auténtico del Trabajo), un syndicat mexicain,

afin d'atténuer ces obstacles au droit à la syndicalisation.

« Il devient impératif d'agir pour améliorer le niveau des salaires et par conséquent le niveau de vie des pays du Sud », me dit un enseignant syndical de la FTQ. « Si l'on réussit à augmenter le niveau de vie au Sud, on perd moins d'emplois au Nord », ajoute-il.

Jean Lapointe des Métallos évoque les liens que son syndicat noue depuis quatre ans avec les syndicats de l'industrie d'extraction et transformation du cuivre et du nickel au Chili et au Pérou. Les compagnies canadiennes Falconbridge, Noranda, Barrick, Cominco, etc., sont des grands joueurs dans le Cône Sud. En général, les salaires qu'elles offrent se trouvent dans la tranche élevée des salaires miniers, mais les normes sanitaires et environnementales qu'elles respectent en Amérique du Sud sont émasculées, bien en deçà des prescriptions canadiennes. « C'est une raison essentielle d'investir en Amérique du Sud : les coûts environnementaux, les normes à respecter sont moins sévères. Les organismes comme Greenpeace sont moins

Avec huit grèves générales en deux ans, d'innombrables marches devant le parlement, les syndicats d'Argentine (25% des travailleurs) ont contribué à faire tomber le président de la Rúa, le 20 décembre 2001, puis son éphémère successeur, Rodriguez Saa. Avec les étudiants et les chômeurs, ils n'ont pas décollé contre les mesures d'austérité du gouvernement qui fait face à la faillite. Photo : 20 mars 2001, les syndiqués marchent sur le parlement, la veille d'une grève.

présents », admettait, en juillet, Wayne Stogran, directeur de bureau pour Lakefield Research, un consultant ontarien en protection de l'environnement pour l'industrie, avec une filiale à Buenos Aires.

Jean Lapointe décrit le cas du projet d'aluminerie Alumysa en construction, avec la participation de la canadienne Noranda, au Chili, dans la 11^e région : la valeur de cet investissement dépasse un milliard de dollars canadiens. Il est décrit par une étude de l'Université catholique de Santiago comme le plus polluant de l'histoire du Chili : c'est beaucoup dire ! Projet polluant pour la terre et l'air, dangereux pour la santé des travailleurs.

Le syndicat chilien est en consultation avec les Métallos pour déterminer des actions, urgentes, à prendre avant que l'usine soit mise en opération. À long terme, de la part des syndicats canadiens et de leurs homologues latino-américains, l'objectif est une convergence des normes en hygiène du travail et des normes environnementales, entre le Nord et le Sud. Du chemin à parcourir.

Les fonds humanitaires

Créé il y a seize ans, le Fonds humanitaire des Métallos accumule des ressources au taux de 1c l'heure, versé par les 75 000 membres au Canada. Il s'agit de 1,3 millions de dollars par an. Le fonds a alimenté trente-cinq projets d'aide à travers le monde. Les travailleurs des *hateys* (Haïtiens œuvrant dans les plantations de canne à sucre en République dominicaine dans des conditions misérables), ainsi que ceux qui tentent d'implanter des syndicats, contre vents et marées, dans les *maquiladoras* du Mexique, ont bénéficié de l'appui des Métallos du Canada. Les Travailleurs canadiens de l'automobile (Canadian Auto Workers) ont également créé un fonds d'aide internationale, le Fonds de justice sociale.

« Nous détournons des mines anti-personnel au Mozambique, nous avons contribué

PHOTO JEAN-FRANÇOIS LEBLANC AGENCE STOCK